

Préface

L'ouvrage que le Professeur Mabilia livre aujourd'hui à la connaissance du public est une brèche on ne peut mieux venue dans l'épaisse carapace de silence, de mystère et, finalement, d'ignorance, dont la Force Publique du Congo colonial et les forces armées qui, sous divers noms se sont succédé dans le Congo indépendant, avaient réussi à entourer l'armée en tant que corps particulier dans notre société.

On comprend aisément pourquoi les colonisateurs ont tout mis en œuvre pour décourager ceux, au demeurant fort rares, qui auraient voulu s'intéresser à cette redoutable machine. Ils en avaient fait un instrument de terreur et l'aura de secret dont on l'avait investie avait, entre autres buts, de renforcer encore cette terreur dont chaque Congolais savait qu'elle pouvait se déployer à tout moment à ses dépens. A ceux qui avaient oublié que la colonisation du Congo s'était faite à coups de crosse, au travers des innombrables opérations de « pacification », la terrible répression des émeutes du 4 janvier 1959 est venue utilement rappeler, à seulement 17 mois de l'indépendance, ce qu'avait été la vraie nature de la mainmise coloniale.

En revanche, on comprend beaucoup moins que les régimes successifs que notre pays a connus depuis 1960 n'aient guère encouragé le genre de travail que Mabilia soumet à l'appréciation du public. De quoi avait-on donc peur ? Car, il s'agit bien de peur lorsque, pour des raisons non explicitées, le pouvoir, la société, les institutions de recherche, la rumeur publique, bref tout le monde laisse entendre qu'il ne faut pas toucher à tel objet d'une société donnée. De quoi avait-on peur ? Du passé des forces armées du Congo ou de leur présent ?

Quel que soit l'objet dont on veut parler, le passé, on le sait, n'est jamais tout noir, ni tout blanc. C'est en effet par le choc et l'accumulation des contradictions que les sociétés, toutes les sociétés vivent, se meuvent et avancent. Le passé de la Force Publique se présente donc comme une chaîne de contradictions. D'un côté, il y a, comme chacun sait, la férocité débridée de quelques milliers d'hommes du Congo qui sont passés ou se sont mis, pour

des raisons sur lesquelles il faut bien s'interroger, au service des dominants : ils exerçaient leur métier de répression avec un mélange de dévouement, de savoir-faire, d'expertise, voire de jubilation, qui a toujours étonné tous ceux d'entre nous qui, dans leur enfance ou dans leur jeunesse, regardaient avec un mélange d'étonnement, de crainte et parfois –ne faut-il pas l'avouer ?- de secrète admiration, ces personnages en uniforme, parés de couleurs bizarres, aux significations inconnues, qui donnaient lieu à toutes sortes de supputations. D'un autre côté, il y a ces moments de gloire, où ces mêmes hommes se sont illustrés. Il est vrai qu'il s'agit ici d'opérations qui se sont déroulées hors du sol congolais. Et, c'est précisément là le problème, l'une des contradictions sur lesquelles il faut mettre le doigt. L'histoire des forces armées congolaises n'est pas seulement une histoire congolaise, elle est aussi une histoire mondiale. Autrement dit, l'histoire du Congo, dont les forces armées ont constitué l'une des épines dorsales, ne se réduit pas aux seules limites étroites des frontières façonnées par les colonisateurs. Elle s'inscrit aussi pleinement dans l'histoire mondiale, au cœur des deux moments clés qui ont façonné le monde du XXème siècle, la Grande Guerre de 1914-1918 et la deuxième « guerre mondiale » de 1940-1945. Pourquoi donc avoir peur de voir des spécialistes à la curiosité insatiable toucher à un objet qui s'est brillamment illustré lors de ces deux moments forts du siècle passé ?

C'est que le passé ne se réduit pas à des choses définitivement révolues. De nombreux points d'ancrage l'enracinent et le prolongent dans notre présent. Il est vrai que, dans le cas de notre Congo, comme dans celui d'un petit nombre d'autres Etats africains, le présent de nos forces armées n'a jamais été glorieux, quelle que soit la génération qui en ait été le témoin depuis 1960. Pour les plus anciens d'aujourd'hui, je veux dire les hommes mûrs de 1960, mais aussi les adolescent(e)s d'alors, qui sont les femmes et les hommes mûrs d'aujourd'hui, notre armée n'est guère sortie du statut de la soldatesque des temps coloniaux. La Force Publique reste, à leurs yeux, l'agent de répression de 1959 et des mutineries de 1960, en même temps que l'A.N.C. (Armée nationale Congolaise) est l'artisan du coup d'Etat du 24 novembre 1965. Les FAZ (Forces Armées Zaïroises) restent, pour eux, le pilier d'une « Deuxième République » connue et redoutée pour ses violences contre les civils désarmés (comme en atteste le massacre en 1990 des étudiants de Lubumbashi), méprisée au contraire pour son impuissance contre de véritables soldats, qu'il s'agisse des gendarmes katangais des premières années de l'indépendance, des rebelles « mulelistes » des années 1960, des insurgés des deux « guerres du Shaba » pendant les années 1970 et, bien sûr, des kadogo qui ont contribué à porter Laurent-Désiré Kabila au pouvoir. Le spectacle des débandades des FARDC (Forces Armées de la République

Démocratique du Congo) d'aujourd'hui, face aux multiples « rébellions » que le Congo a connues depuis 1998, ne contribue pas à rehausser le crédit, ni le prestige de ces gens qu'étudie Mabiala.

La question qui se pose, dès lors, est de savoir comment il fallait parler de cette « force publique ». Nous voici au cœur de l'un des drames de l'historien. Le passé d'une société donnée appartient à tout le monde, et non pas aux seuls historiens. Du coup, chacun se croit légitimement fondé à parler de ce passé, au point de confondre les « mémoires » particulières, subjectives, partielles, voire partisans qui investissent ce passé avec la connaissance historique de ce passé : or, celle-ci, obéissant à des techniques, des méthodes et des règles éprouvées et vérifiables, prétend restituer sans parti pris la totalité des faits qu'elle aborde. Dans cette double perspective (le passé de tout le monde et le passé de l'historien), d'aucuns s'étonneront peut-être que Mabiala ait choisi d'aborder la Force Publique sous l'angle de « la vie sociale des soldats » plutôt que sous celui de la machine répressive du système colonial. Or, cet étonnement n'a pas lieu d'être. On pourrait d'abord rétorquer que c'est le bon plaisir de l'historien qui le détermine à choisir ses sujets de prédilection. Ensuite, il est clair que, dans le métier de l'historien, il n'existe pas de « figures imposées », pour emprunter au langage des concours de gymnastique, de musique et de danse. Enfin, et c'est le plus important, la réalité et la complexité de la vie sociale sont telles que, quel que soit le fil tenu par lequel on y entre, celui-ci amène à restituer la totalité du tableau.

Encore jeune étudiant, Mabiala avait consacré, il y a trente ans déjà, un mémoire de second cycle universitaire à la Force Publique, en ayant le rare privilège d'accéder aux archives alors disponibles et dont on doit craindre aujourd'hui qu'elles n'aient disparu ! C'est donc par devoir –devoir de mémoire et devoir de dissémination des connaissances sur le passé du Congo– qu'il a résolu, après être devenu historien de l'art, de revenir à ses premières amours, ce qui lui vaut de mettre ce travail à la disposition du public le plus large. Mais, il y a, dans sa démarche, beaucoup plus que des considérations de civisme et d'éthique citoyenne, ce qui, au demeurant, est fort rare dans le Congo d'aujourd'hui. En se fixant comme ambition de produire une « contribution à l'histoire sociale de l'armée congolaise », c'est tout le processus de « socialisation » coloniale qu'il entend décrire et interroger. La transformation de jeunes gens du Congo en une force répressive d'une redoutable efficacité a en effet procédé d'une stratégie et d'une politique de « socialisation » dont l'historien entreprend ici de dénouer les fils entremêlés. La question centrale que se pose Mabiala est au fond celle-ci : comment se fait-il que des jeunes gens qui, dans leur milieu d'« origine », n'étaient ni moins

bons ni plus mauvais que d'autres et qui s'y conformaient bon gré, mal gré, à des normes et à des règles éprouvées, se soient transformés en ces agents de la Force Publique tels que la mémoire et l'histoire du Congo en ont conservé le souvenir chargé d'effroi ? Sa réponse tient en ceci : il faut passer par l'histoire de la socialisation des soldats de la Force Publique, autant dire par l'« histoire sociale » de ce corps, pour rendre compte de cette gigantesque mutation qui se révélera sans retour. Faut-il souligner que cette manière de faire de l'histoire participe aux transformations contemporaines du métier d'historien, dont « l'école des Annales » a été la meilleure expression ?

Sachons donc gré à Mabiala de ce travail pionnier qui, on ose l'espérer, incitera de plus jeunes historiens à défricher ce nouveau terrain de l'historiographie congolaise. D'ores et déjà, il éclaire d'une lumière nouvelle plusieurs des constats que font et des questions que se posent aujourd'hui les Congolais au sujet de leur armée : sa composition, en termes géographiques, qui fait que, même si le lingala, la langue de la Force Publique, est devenue la langue la plus répandue du pays, les différentes régions, groupements humains et formations ethnoculturelles restent encore très inégalement représentés au sein de l'armée ; la forte prégnance de deux « traditions », celle de la répression et celle de la mutinerie, dégénéralant souvent en pillages, qui explique que cette armée se distingue davantage par les voies de fait et les brutalités exercées sur les populations civiles que par sa bravoure ou ses exploits dans les véritables conflits armés, internes ou externes, comme on le voit dans les troubles que connaît notre pays depuis les années 1980 et 1990 ; la difficulté enfin, maintes fois évoquée, de transformer ce corps, largement extérieur, pour ne pas dire étranger, à la société congolaise, en une vraie armée nationale et républicaine, faite d'hommes et de femmes aux compétences réelles et diversifiées, capables de rendre service à la nation en temps de paix comme en temps de guerre.

Elikia M'Bokolo

Directeur d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences

Professeur à l'Université de Kinshasa